

Burundi : stand-by pour la mission de l'UA censé enrayer le cycle de violence

@rib News, 31/01/2016 - Source AFP L'envoi de troupes de l'Union africaine au Burundi, en proie à une crise meurtrière, semblait compromis dimanche, les chefs d'Etats réunis en sommet à Addis Abeba ayant décidé de demander l'aval de Bujumbura, qui y est farouchement opposé, pour lancer leur opération. En décembre, l'UA avait arrêté le principe du déploiement d'une force de 5.000 hommes pour enrayer le cycle des violences au Burundi faisant craindre des massacres à grande échelle, voire un génocide, dans ce petit pays d'Afrique des Grands Lacs marqué par une guerre civile meurtrière (300.000 morts) entre 1993 et 2006. [Photo : la présidente de la commission Nkosazana Dlamini-Zuma, à l'ouverture du 26^{ème} Sommet ordinaire de l'Union Africaine, samedi à Addis-Abeba]

Mais le projet, au cœur des débats du 26^e sommet de l'UA qui s'est ouvert à Addis Abeba samedi, s'est heurté aux réticences de plusieurs chefs d'Etat qui ont mis en avant l'acceptation de cette force par le président burundais Pierre Nkurunziza comme condition sine qua non son déploiement. Le Commissaire de l'UA à la Paix et à la Sécurité Smaïl Chergui a annoncé dimanche à la presse l'envoi, à une date encore indéterminée, d'une "délégation de très haut niveau" pour discuter avec le gouvernement burundais du déploiement de la force. "Si le Burundi l'accepte, ce sera une force pour le désarmement des milices, la protection des civils en coopération avec les forces de police locales, la facilitation du travail des observateurs des droits de l'homme", a-t-il plaidé. "Il n'y a pas de volonté ni d'occuper ni d'agresser, ni quoi que ce soit", a tenté de rassurer M. Chergui, ajoutant que la mission de l'UA visait à "donner un peu de quiétude à tout le monde". Un peu plus tard, l'envoyé spécial de l'UA au Burundi Ibrahima Fall avait jugé "inimaginable" l'envoi de cette Mission africaine de prévention et de protection au Burundi (Maprobu) sans le consentement de Bujumbura. "Il n'y a pas que les Burundais qui sont réticents à cette idée" de déploiement, avait prévenu vendredi le président gambien Yahya Jammeh, à la veille de l'ouverture du sommet. Selon les analystes, une partie des chefs d'Etat réunis dans la capitale éthiopienne ne souhaitent pas créer un précédent en envoyant des troupes dans un pays sans son aval, craignant que cette mesure puisse se retourner un jour contre l'un d'entre eux. - 'Renforcer les missions existantes' - Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise au Burundi, qui a poussé 230.000 personnes à l'exil. La capitale Bujumbura est désormais le théâtre de nombreuses exécutions extrajudiciaires, d'accrochages nocturnes rue, tandis que les auteurs d'un coup d'Etat avorté en mai ont promis de renverser le gouvernement par les armes si nécessaire. La montée en puissance des violences après la réélection de M. Nkurunziza à un 3^e mandat en juillet, l'apparition d'embryons de mouvements rebelles et la crainte des répercussions de la crise dans une région des Grands Lacs très instable avaient conduit l'UA, et notamment la présidente de la commission Nkosazana Dlamini-Zuma, à envisager des mesures plus fermes. Le secrétaire général des Nations unies Ban ki-Moon avait apporté tout son soutien à cette force samedi, lors de la cérémonie d'ouverture. Le Burundi nécessite "l'engagement le plus sérieux et le plus urgent", avait-il insisté. Mais plutôt que de mettre sur pied une nouvelle mission, plusieurs dirigeants ont défendu un renforcement des missions existantes de l'UA, notamment de l'Amisom et ses 22.000 hommes en Somalie. Le Burundi est d'ailleurs un des principaux contributeurs en hommes de l'Amisom, qui tente de débarrasser la Somalie des insurgés islamistes radicaux shébab, responsables en janvier d'une attaque sanglante contre une base de l'armée kenyane dans le sud somalien. Outre la crise burundaise et le thème officiel des "droits de l'Homme" retenu pour cette édition, le sommet de l'UA est également consacré aux autres défis sécuritaires du continent: La Libye, la lutte contre les groupes jihadistes au Sahel, celle contre les insurgés islamistes de Boko Haram au Nigeria et dans les pays voisins, et la difficile mise en œuvre d'un accord de paix au Soudan du Sud.